



Bercy tente de faire croire que le dialogue est ouvert mais ne répond à rien !



Le 30 novembre devait se tenir la première réunion de travail entre les fédérations et le ministère sur les sujets « métiers-missions-organisation » suite à l'annonce de la fusion globale DGI-DGCP. Après deux journées de grève massivement suivies par les agents et révélatrices de leur fort niveau d'inquiétude, de leurs nombreux questionnements et de l'urgence à répondre à leurs revendications, le SNUI et SUD Trésor attendaient des réponses à la hauteur.

En début de réunion, le secrétaire général du ministère a présenté celle-ci comme revêtant un « caractère exceptionnel permettant d'avoir un dialogue approfondi sur la fusion ». Mais les documents préparatoires, pourtant très épais, ne donnaient pas le moindre début d'intention de l'administration pour mener à bien sa décision de fusionner les deux administrations, ils étaient exceptionnellement vides.

Toutes les fédérations l'ont d'ailleurs dénoncé dans leurs interventions.

Les agents exigent des réponses, le ministère les ignore !

Le SNUI et SUD Trésor se sont étonnés de l'absence totale de réflexion de l'administration sur les questions liées à la fusion dans le cadre de ce groupe de travail. En effet, personne ne peut croire que le ministre a pris sa décision annoncée le 4 octobre sans savoir, au moins dans les grandes lignes, comment elle pouvait se traduire dans les faits.

A titre d'exemple, ne pas avoir la moindre idée sur la future architecture de l'administration centrale fusionnée qui va se mettre en place dans 4 mois nous semble irréel voire irresponsable.

De même, plusieurs mois après avoir décidé de la fusion, ne pas dire aux agents quelles en seront les premières conséquences sur les IAD, sur les structures du contrôle fiscal, sur l'accueil, sur l'exercice des missions « Service Public Local », sur l'avenir des missions support, des écoles, des CH... empêche les syndicats de tout simplement faire leur travail. Pire, le secrétaire général du ministère souhaitait nous faire collaborer pour trouver ensemble les solutions aux problèmes que nous aurions identifiés, alors qu'il refusait dans le même temps de nous livrer les pistes de réformes décidées dans les 17 ateliers de travail de l'administration !

Vers l'unité syndicale !

Après deux heures de dialogue de sourds pendant lesquelles le représentant du ministre s'est arc-bouté sur sa soi-disant nouvelle méthode de dialogue social (« rien n'est décidé, dites moi quelles sont les problématiques que vous voulez voir traiter »), tous les syndicats ont quitté la séance.

Les principales organisations syndicales ont demandé à rencontrer en urgence le ministre, avant la réunion du 7 décembre sur les emplois et les conditions de travail, afin qu'il donne sa vision la plus précise possible de la fusion et définisse une méthode de travail permettant aux syndicats de faire avancer les revendications des agents. Elles ont également décidé de se rencontrer rapidement pour donner une suite unitaire à la mobilisation.

Ils prétendent ne pas être prêts pour la fusion...

Ils veulent nous enfermer dans la cogestion...

Agissons dans l'unité !